

L'Iran met le cap sur le gaz naturel et la pétrochimie

Dans la perspective et l'attente de la levée des sanctions économiques, les responsables iraniens ne dissimulent pas leurs grandes ambitions en matière de production et d'exportations pétrolières (voir Actualité dans nos éditions du 16 décembre, du 1er décembre et du 1er novembre 2013). Le **ministère du Pétrole** tient cependant à ne pas oublier d'autres aspects clés du potentiel de l'Iran dans le secteur des hydrocarbures, dont le **gaz naturel** et la **pétrochimie** au premier chef, et ne manque pas de le faire savoir à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Les raisons de cet intérêt pour les industries gazière et pétrochimique sont évidentes : l'Iran ne veut pas tomber dans les risques d'une "*économie monoculture*" basée sur le pétrole, même si c'est déjà largement le cas ; les réserves gazières du pays sont considérables et très largement sous-exploitées ; le gaz naturel a le vent en poupe au niveau mondial ; Téhéran a dans sa manche un atout maître pour accroître sa production et ses exportations, le champ supergéant de **South Pars**, qui n'est que partiellement développé ; la pétrochimie est déjà un secteur fort important pour le pays ; dans le cadre de l'accord préliminaire de Genève sur le programme nucléaire, les sanctions ont été assouplies et la pétrochimie figure parmi les industries bénéficiaires à cet égard ; et l'Iran manque de gaz naturel, ce qui n'est pas nouveau mais qui est à présent reconnu officiellement.

Lors d'une rencontre à la fin décembre avec les membres de la commission de l'énergie du parlement, le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, a parlé ouvertement de pénurie de gaz en Iran, tout en ajoutant que l'Etat faisait tout son possible pour en minimiser l'impact sur la population et en mettant l'accent sur la nécessité des économies d'énergie. Il a expliqué que cette incapacité à satisfaire les besoins nationaux provenait en particulier des retards pris dans le développement de South Pars. Si cinq phases [zones] supplémentaires de ce gisement avaient été développées, nous ne connaîtrions pas ces problèmes, a souligné M. Zanganeh. La priorité étant donnée aux ménages, des restrictions ont été instaurées quant à l'approvisionnement des usines pétrochimiques et du secteur industriel et les centrales thermiques iraniennes consomment plus de combustibles liquides, ce qui a un coût élevé pour l'économie. Les pertes dues à cette substitution des liquides au gaz seraient de l'ordre de **\$30 milliards**, selon M. Zanganeh cité par l'agence officielle *Shana* [on ne dispose pas de précisions sur cette estimation].

Selon la **National Iranian Gas Company** (NIGC), la **consommation domestique** de gaz naturel serait de **600 millions de mètres cubes par jour** actuellement, dont 570 millions de mètres cubes seraient satisfaits à partir de la production nationale et 30 millions de mètres cubes/jour grâce aux importations. Selon le directeur général adjoint de la société chargé des opérations gazières, M. Abdolhosian Samari, c'est l'année la plus dure en termes d'approvisionnement gazier. Au-delà des incertitudes liées à la période hivernale, les responsables iraniens s'inquiètent de la croissance rapide de la consommation gazière du pays. Le directeur du **Research Institute of Petroleum Industry** (RIPI), M. Hamid-Reza Katouzian, a même estimé que cette consommation pourrait atteindre 2,5 milliards de mètres cubes/jour vers 2025 si les tendances actuelles se poursuivaient. Il a appelé à l'adoption de mesures en matière d'économies d'énergie et de hausse des prix internes pour empêcher une telle évolution.

La bonne nouvelle pour l'Iran est que la **phase 12** de South Pars est sur le point de démarrer, ce qui est très important puisque c'est celle dont la capacité de production est la plus grande avec **75 millions de mètres cubes par jour** (plus **120 000 barils par jour** de condensats et 750 tonnes/jour de soufre). Ce développement est le fait de la **Pars Oil and Gas Company** (POGC). Une bonne nouvelle ne venant jamais seule, le **Qatar** aurait proposé ses services pour aider l'Iran à accélérer le développement

de South Pars dans le cadre du renforcement de la coopération et de la coordination bilatérales suite à l'accord de Genève. South Pars et le **North Field** constituant un seul et même champ partagé entre les deux pays et le Qatar étant très avancé dans le développement de sa partie de cette gigantesque accumulation de gaz et de condensats, Doha dispose d'études, de données et de résultats de nombreux forages qui pourraient être utiles à l'Iran.

Pour les **exportations de gaz**, les perspectives du **gazoduc Iran-Pakistan** ne sont pas très bonnes compte tenu du retard très important pris par le Pakistan pour construire la section de cet ouvrage sur son territoire [ce qui expose ce pays à des pénalités de \$1 million par jour à compter de la fin 2014, selon l'Iran]. Téhéran, qui ne cache pas un certain agacement sur ce sujet, privilégie d'autres options, notamment l'exportation de gaz vers la **Turquie** et vers des **pays européens** qui auraient fait part de leur intérêt pour importer du gaz iranien, si l'on en croit les autorités iraniennes et turques. Le ministre turc de l'Energie, M. Taner Yildiz, a indiqué que son pays était désireux d'acheter plus de gaz iranien et de servir de corridor pour contribuer à l'acheminement du gaz vers l'Europe par un gazoduc qui traverserait son territoire, renforçant ainsi le rôle de carrefour énergétique de la Turquie. De plus, au regard de son potentiel et de son objectif de contrôler à terme une **part du commerce gazier mondial de 16%**, Téhéran n'entend pas s'en tenir à l'option gazoduc. Pour des raisons pratiques, la priorité sera de desservir dans un premier temps des marchés proches et relativement proches mais nous voulons maîtriser la technologie du **gaz naturel liquéfié**, entend-on de nouveau à Téhéran, le développement complet de South Pars permettant potentiellement au pays de devenir un exportateur important dans le moyen-long terme.

Très occupé par le pétrole et le gaz, M. Zanganeh ne néglige pas pour autant la **pétrochimie**. La valeur annuelle de la production de cette industrie est de l'ordre de **\$20 milliards** actuellement, contre seulement \$1 milliard en 1996, et elle pourrait doubler à **\$40 milliards** à terme [cité par l'agence *Shana*, M. Zanganeh n'a pas avancé de date pour la réalisation de cet objectif]. Le cinquième plan quinquennal, qui se termine en 2015, prévoit une **production de 100 millions de tonnes par an** de produits pétrochimiques. Au cours des neuf premiers mois de l'année iranienne 2013-2014, qui s'achèvera en mars 2014, les exportations pétrochimiques du pays étaient de **\$8,12 milliards**, selon les données publiées par l'**administration des douanes**, contre \$12 milliards pour toute l'année 2012-2013 [le rythme des neuf premiers mois de 2013-14 conduirait à des exportations de \$10,8 milliards sur l'année si le quatrième trimestre était dans la lignée des trois précédents].

Téhéran indique avoir invité des investisseurs iraniens et étrangers à contribuer au financement de ses usines et complexes pétrochimiques. Et, à la fin décembre, la commission pétrochimique du parlement iranien s'est prononcée sur un prix du gaz d'alimentation pour l'industrie de **18 cents par mètre cube**, ce qui serait fort intéressant pour celle-ci. Ce prix devra être confirmé par l'ensemble du Majlis mais il serait surprenant que le résultat final soit moins avantageux pour ce secteur que l'Iran entend voir continuer à monter en puissance dans les mois et les années qui viennent.

Francis Perrin